



Rouen

**PUBLIE LE 15 DEC. 2025**

**DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE L'EDUCATION  
REGIE D'AVANCES  
« TRANSPORTS FERROVIAIRES »  
MODIFICATION  
Réf. 2025 / 63**

**NOUS, MAIRE DE ROUEN,**

**Vu :**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 (7°) et L.2122-23, R.1617-1 à R.1617-18, relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
- Le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22,
- Le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,
- L'instruction codificatrice 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Le budget de l'exercice 2025,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- L'arrêté de délégation en date du 9 septembre 2024,
- La décision du Maire en date du 15 février 2023, créant la régie d'avances « TRANSPORTS FERROVIAIRES »,
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 7 juillet 2025,

**CONSIDERANT :**

- Qu'il y a lieu de modifier la régie d'avances « TRANSPORTS FERROVIAIRES » en augmentant le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur.

**DECIDONS CE QUI SUIIT :**

Article 1.- Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 10.000 € pour la période d'avril à juillet et de 5.000 € pour la période d'août à mars.

Article 2.- Le régisseur verse auprès du comptable assignataire la totalité des pièces justificatives des opérations de dépenses au minimum une fois par mois.

Article 3.- Les autres dispositions concernant cette régie d'avances restent inchangées.

Article 4.- La présente décision prend effet à compter de la date du récépissé qui sera délivré par les services chargés du contrôle de légalité.

Article 5.- La Direction Générale des services de la Mairie et M. le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, le 11 août 2025

Pour le Maire et par délégation



*M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.*

*De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) et ce en application de l'article R421-1 du CJA.*